



2007 – 2012 – 2016

Les crédits bancaires n'ont pas progressé au rythme des dépôts bancaires...

POURQUOI ?

- Qui a envisagé, décidé, imposé une telle restriction?
- Qui ne l'a pas évité...?
- Qui en a bénéficié... ?
- Quelle économie en a profité : La réelle : nos emplois nos logements... ? La financière... ? La spéculative... ?

2007 – 2016 : Les crédits bancaires accordés aux français (+492.5 milliards), n'ont pas progressé au rythme de leur argent déposé sur leurs comptes bancaires (+678.8 milliards). Pourquoi ?

Une disparition de 186 à 313 milliards (1) d'investissements au détriment de l'emploi et l'habitat ? Face au chômage, à la précarité, à la pauvreté, aux initiatives innovantes de la société civile, c'est une régression, de plusieurs milliards des crédits injectés dans l'économie...

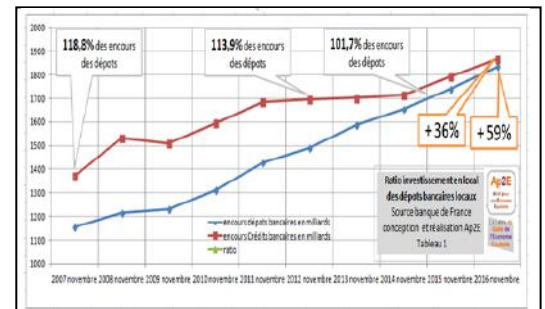


Avec nos programmes nous nous engageons sur des milliards...

Cela compensera-t-il les milliards non investis de 2007 à 2016?

En 2007 les encours de crédits c'étaient 119% des encours de dépôts, 114% en 2012, 101% en 2016 Pourquoi ?

2007 - 2016 les encours de crédits par rapport aux encours des dépôts bancaires se sont régulièrement dégradés, plus rapidement de 2012/2016 que de 2007/2012



- ✓ Quelles explications et justifications à cette restriction drastique pour l'emploi et l'habitat?
- ✓ Ces chiffres sont-ils le reflet de décisions concernant les politiques économiques suivies au cours des deux mandats présidentiels ?

60%

des dépôts bancaires des français ne sont-ils pas détenus par des banque coopératives soumises à la loi ESS-Economie Sociale et Solidaire : une personne égale une voix

(1) 313 Mrds soit 14.3% du PIB de la France (2181.1 Mrds réf 2015) *suite pages 2/3*

Sommaire

1. **Dépôts bancaires +59%, Crédits +39%** : disparition de 186 /313 milliards pour l'emploi, l'habitat, les trésoreries!
2. **Investissement en local des dépôts bancaires locaux 2007-2016** : un indicateur citoyen par département...
3. **Spécificités du système bancaire français**
Oui, Mais... *France : des banques coopératives...*
4. **Agir localement** : pour votre département,
 - demandez les indicateurs et créez
 - des Comités initiatives-citoyennes.org

Nos prochaines publications

Avril 2017 : Finances Voici comment vous en charger...
C'est possible... 10 propositions plus une...
Mai 2017 : Emplois évolution 1982/2016.
2012 /2016 : 500.000 emplois sacrifiés malgré les engagements ?



Dans votre département ...
Comment sont affectés vos dépôts bancaires ?

- ✓ Au maintien et à la création d'emplois?
- ✓ Au logement ?
- ✓ Aux facilités de trésorerie et aux découverts des particuliers et entreprises

Les départements les plus pauvres n'épargnent-ils pas pour les plus riches *suite pages 2 et 4*

2007.2009.2010.2011.2012.2013.2014.2015.2016.2017?

2007-2016

Les crédits bancaires
n'ont pas progressé
au rythme des dépôts
bancaires...



Evolutions 2007 à 2016

... suite de la page 1

De 2007 à 2016 en France Métropolitaine

- les encours des dépôts ont augmenté de 1156 à 1835 Mrds
- les encours des crédits ont augmenté de 1373 à 1865 Mrds

Encours des dépôts bancaires

La progression de 59% des encours des dépôts bancaires de 2007 à 2016 n'est pas homogène selon : la période observée et le type d'encours de dépôts : (Comptes ordinaires créditeurs – livrets – Livrets de développement durable – P.E.L Plans d'épargne logement – Comptes créditeurs à terme)

➤ Comptes ordinaires créditeurs

En principe non rémunérés, de 2007 à 2016 ils ont progressés de **+85% pour atteindre 664.2 Mrds** (11-2016). Leur progression de 2007 à 2012 **+22%** et de 2012 à 2016 **+51%**, leur part dans les encours de dépôts de 31.13% en 2007, de 29.58% en 2012) de 36.20% en 2016 **interroge...**

➤ Livrets d'épargne

En principe rémunérés ils ont progressé de **+69% pour atteindre 436.2 Mrds** (11-2016). Leur progression de 2007 à 2012 **+61%** et de 2012 à 2016 **+5%**, **interroge...**

➤ Livrets d'épargne populaire

Ils ont diminués de 25% et s'élèvent à **44.1 Mrds** (11-2016)

➤ Livrets de développement durable

Avec une progression de **+63%** soit guère plus que la progression moyenne de l'ensemble des dépôts ils s'élèvent à **98.9 Mrds** (11-2016).

Leur progression de 2007 à 2012 **+44%** et de 2012 à 2016 **+13%**, leur part quasi stable dans les encours de dépôts entre 5.26% et 5.39% **interroge...**

Les gouvernants français n'ont-ils pas joué un rôle important dans le déroulement et les prises de décisions de la Cop 21.

➤ C.E.L Comptes d'épargne logement

De **37.1 Mrds** (11-2007) à **28.8 Mrds** (11-2016) : une diminution de - 22%.

➤ P.E.L Plans d'Epargne Logement

Ils ont progressé de seulement **+36%** par rapport à la progression moyenne de 59%. Ils s'élèvent à **255.2 Mrds** (11-2016). Leur progression de 2007 à 2012 **+61%** et de 2012 à 2016 **+5%**, **interroge...**

CEL et PEL, des chiffres qui interrogent compte tenu du nombre de mal logés ou en fragilité par rapport au logement (2007 : 8.2 millions – 2012 : 8.2 millions – 2015 : 12.1 millions source Fondation Abbé Pierre).

➤ Comptes créditeurs à terme avec une progression de 81%

(2007-2012 **+58%** /2012-2016 **+14%**), ils ont atteints **274.4 Mrds** (11-2016). Leur part dans les encours de dépôts est quasi stable **13.13%** (2007) **16.14%** (2012) **14.96%** (2016).

[Suite page 3...](#)

Dossier spécial

INVESTISSEMENT EN LOCAL DES DEPOTS BANCAIRES LOCAUX 2007 à 2016

Crédits +36%

Dépôts +59%

Ap2E Agir pour une Economie Equitable

Un outil pour agir...

Dans votre département la distribution des crédits pour le logement et pour les entreprises est-elle supérieure ou inférieure aux dépôts bancaires?

Les ratios de 2007 à 2016 par régions et départements

Indicateur Investissement en local des dépôts bancaires locaux	2007 novembre			2012 novembre			2016 novembre			Progression 2007-2012		2012-2016											
	en milliards d'€	En cours	ratio	En cours	ratio	En cours	ratio	ratio	Dépôts	Crédits	Dépôts	Crédits											
Pays de Loire	35,8	70,1	1,96	1,06	3	74,2	86,3	1,22	1,07	3	88,5	95,1	1,07	1,08	1	1,33	2	1,29	6	1,19	3	1,05	12
Hauts de France	76,1	86,9	1,14	0,96	5	97,1	111,5	1,15	1,01	4	113,2	120,6	1,07	1,03	2	1,28	8	1,28	7	1,17	10	1,08	18
Bretagne	54,8	65,0	1,19	1,00	4	70,0	80,9	1,16	1,01	5	85,0	89,6	1,06	1,04	3	1,28	7	1,24	11	1,21	2	1,11	7
Normandie	46,8	33,5	1,10	0,92	6	39,4	65,4	1,10	0,97	6	68,3	71,9	1,05	1,04	4	1,27	9	1,27	9	1,15	12	1,10	9
Grand Est	90,4	114,8	1,27	1,07	2	115,9	142,7	1,23	1,08	2	137,9	142,3	1,03	1,01	5	1,38	8	1,15	10	1,19	8	1,00	15
Ile de France	345,9	498,5	1,45	1,21	1	436,4	588,9	1,36	1,11	1	608,3	626,5	1,03	1,01	6	1,31	3	1,14	13	1,15	1	1,10	8
Alsace	11,3	13,7	1,21	0,98	8	17,4	18,0	1,04	0,92	7	20,3	20,0	1,01	1,00	7	1,10	1	1,11	2	1,19	5	1,15	2
Bourgogne Frn	41,1	42,0	1,04	0,87	7	55,8	57,6	1,03	0,91	9	65,1	64,6	0,99	0,98	8	1,25	13	1,21	12	1,17	9	1,12	4
Nouvelle Aquit	32,1	32,5	1,00	0,94	9	118,8	121,2	1,04	0,91	8	138,5	136,9	0,99	0,98	9	1,27	10	1,11	4	1,19	7	1,13	4
PACA	82,7	79,1	0,96	0,80	12	102,9	104,9	1,02	0,89	11	122,0	119,8	0,98	0,97	10	1,24	12	1,13	9	1,19	8	1,14	3
Occitanie	89,1	85,2	0,95	0,81	11	111,1	111,3	1,01	0,89	10	130,0	125,9	0,97	0,96	11	1,25	5	1,16	5	1,17	4	1,12	5
Centre Val de l	42,8	42,9	0,99	0,83	10	55,9	54,4	0,88	0,86	12	63,1	58,8	0,93	0,91	12	1,29	4	1,28	8	1,14	10	1,08	11
Corse	4,9	3,1	0,63	0,33	18	6,3	5,1	0,84	0,73	13	7,1	6,7	0,87	0,86	13	1,24	11	1,15	1	1,16	11	1,12	1
France	109,1	107,0	1,00	0,88	14	146,5	167,2	1,14	1,00	14	184,7	186,5	1,01	1,00	15	1,21	11	1,14	11	1,17	10	1,09	10

[Suite page 4 ...](#)

Nos prochaines publications

Avril 2017 : **Finances** Voici comment vous en charger... C'est possible... 10 propositions plus une...

Mai 2017 : **Emplois** évolution 1982/2016. 2012 /2016 : 500.000 emplois sacrifiés malgré les engagements ?

Vos suggestions...

2007-2016
Les crédits
bancaires n'ont
pas progressé au
rythme des
dépôts
bancaires...

France : 60% des dépôts bancaires collectés par des banques coopératives fondées sur le principe d'une personne = une voix.

Ces entreprises coopératives sont expressément visées par la loi sur l'ESS - Economie Sociale et Solidaire. ([LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire](#)). Elles sont affiliées à cette économie de par leur statut. « Dans une banque coopérative, il n'y a pas d'actionnaires. Ce sont les clients, en leur qualité de sociétaires, qui sont les propriétaires. En France, parmi les coopératives bancaires les plus connues figurent le Crédit mutuel, les Caisses d'épargne, les Banques populaires, ou encore les caisses régionales du Crédit agricole. Le poids des banques coopératives est très important dans le système bancaire français puisqu'elles collectent plus de la moitié des dépôts et sont à l'origine de près de la moitié des prêts ». ([source gov.fr](#)).

Les grandes banques coopératives françaises respectent-elles bien les principes coopératifs ?

C'est ce dont devrait s'assurer la révision obligatoire de leurs principes coopératifs, qui était prévue dans le projet de loi Economie sociale et solidaire (ESS). « L'article 14 de ce projet de loi présenté en Conseil des ministres propose en effet de rendre obligatoire cette révision coopérative tous les 5 ans, et pour toutes les coopératives. Si plusieurs grandes familles de coopératives connaissent déjà cette obligation, ce n'est pas le cas des banques. Benoît Hamon, ministre de l'ESS et de la Consommation, rencontré dans le cadre d'un entretien avec l'Association des journalistes PME (Ajpme), ne cache pas que les grandes banques coopératives sont tout à fait concernées par le projet. **60 % des banques de détail françaises sont des coopératives, rappelle le ministère.**

« L'objectif n'est pas de faire un audit seulement financier mais de vérifier si un modèle est conforme aux principes coopératifs », a précisé Benoît Hamon.

Encours des crédits bancaires

...Suite de la page 2

La progression de 36% des encours des crédits bancaires de 2007 à 2016 n'est pas homogène selon : la période observée et les types de crédits : Créances commerciales, Crédits à l'exportation, Crédits de trésorerie, Crédits à l'équipement, Crédits à l'habitat, Comptes ordinaires débiteurs, Autres crédits, Crédit bail.

Une progression de 36% au lieu de 59% comme pour la croissance des dépôts bancaires c'est une disparition de 186 à 313 Mrds d'investissement au détriment de l'emploi et l'habitat.

➤ Crédits de trésorerie

De 2007 à 2016 ils ont progressés de **+7%** (2007-2012 +6% /2012-2016 +14%) pour atteindre **296.4 Mrds** (11-2016). Leur faible progression et leur part dans les encours de crédits de 20.17% en 2007, 15.38% en 2012, 15.89% en 2016 **interroge...**

N'est ce pas la traduction chiffrée des difficultés exprimées par les chefs d'entreprise pour obtenir des crédits de trésorerie pour faire face à des « cessations de paiements » temporaires ?

➤ Crédits à l'équipement

De 2007 à 2016 ils ont progressés de **+ 42%** (2007 à 2012 +35% -2012-2016 +5%) pour atteindre **445.6 Mrds** (11-2016). Malgré une progression supérieure à la progression moyenne de 36% leur part **dans les encours de crédits** est relativement stable (22.82% en 2007- 24.94% en 2012 - 23.89% en 2016)

La relative stabilité de ces chiffres est un indicateur à parfaire pour mesurer la faiblesse des crédits à l'équipement. Elle interroge sur l'efficacité des politiques annoncées pour soutenir l'emploi.

➤ Crédits à l'habitat

De **644 Mrds** (11-2007) ils ont atteints **1014.6 Mrds** (11- 2016) : ils ont progressé de **+58%**. L'analyse par période (2007 à 2012 +36%/2012 à 2016 +16%) rapprochée des déclarations et politiques mise en œuvre **interroge...** Sans surprise avec une telle progression les crédits à l'habitat représentent **54.39%** des encours

Les barèmes pour les crédits à l'habitat sont ils plus rémunérateurs que ceux des crédits à l'équipement ?

Malgré 1000 Mrds d'encours consacrés aux crédits à l'habitat les difficultés des français pour se loger ne persistent-elles pas ?

➤ Comptes ordinaires débiteurs

Ils ont régressé de **-27%** passant de **58.9 Mrds** (11- 2007) à **43,2 Mrds** (11- 2016). La régression a été de -19% pour la période (2007 à 2012) et de -9% pour la période 2012 à 2016). En conséquence leur part dans les encours de crédits a régressé de **4.29%** à 2.80% (2007-2012) et de 2,80% à **2.32%** (2012-2016), soit un montant qui peut être estimé à 36 Mrds.

14.3% des français (source Insee) **vivent en dessous du seuil de pauvreté.**

6.2 millions sont à la recherche d'un emploi (source Dares pole emploi).

Cette réduction drastique a-t-elle eu un impact sur leur devenir ?

N'est ce pas des découverts autorisés supprimés pour les plus défavorisés et les petites entreprises?

Nos prochaines publications

Avril 2017 : Finances Voici comment vous en charger... C'est possible... 10 propositions plus une...

Mai 2017 : Emplois évolution 1982/2016. 2012 /2016 : 500.000 emplois sacrifiés malgré les engagements ?

Vos suggestions...



Dans votre département la distribution des crédits est-elle supérieure ou inférieure à la collecte des fonds pour le logement et pour les entreprises ?
Les ratios de 2007 à 2016 par régions et départements

Des indicateurs citoyens

pour coconstruire, agir, mesurer et contrôler les engagements pris par les élus...

L'indicateur investissement en local des dépôts bancaires locaux vous interroge

prenez contact merci...

<https://www.ap2e.info/indicateurs-citoyens/demande-indicateurs/>

Merci de noter notre nouvelle adresse mail

ap2efrance@gmail.com

Signalez nous les
imperfections merci..

Ap2E animateurs

Principes

Contact

Actualités

Dépliant

Des outils citoyens à votre disposition

Comités d' "Initiatives-citoyennes.org" Pourquoi ? Quand ? Comment ?

Les promesses des élus en démocratie délégataire ne sont pas toujours suivies d'effets. Ne restons ni indifférents, ni passifs, ni résignés. Faisons vivre une démocratie participative : activons des comités de "vigilance citoyenne" au plus près de nos territoires et s'emparant des questions politiques, économiques, sociales, environnementales.

- Emploi : maintien et création
- Bancassurances coopérative : une personne égale une voix, priorité au réinvestissement en local de nos dépôts
- Commerce : grande distribution et circuits courts - comités locaux du Commerce...
- Promesses électorales : suivi avec des indicateurs
- Gestion de l'eau locale : privé, régie, SCIC...

Consultez aussi le site initiatives-citoyennes.org

Vos outils
récapitulatif

Équipe municipale
vers un territoire
d'économie
équitable

Maintenir l'emploi
sur son territoire

Gaspillage
alimentaire outils
pour intervenir

CLdC comité local
du commerce

Territoire de
commerce
équitable

La finance c'est
notre affaire un
indicateur citoyen
pour agir
Investissement en
local des dépôts
bancaires locaux

Bancassurance
coopérative : une
personne une voix !
agir collectivement

Tester sa Monnaie
locale... une
monnaie citoyenne ?

Equiville donner plus
de sens à la
"Politique" sur votre
territoire

Rechercher sur le site

Prendre contact par
formulaire

[Télécharger le rapport
Droit d'Information
Préalable des salariés](#)



Droit de préemption des salariés

Le gouvernement et
nos élus ne l'ont pas
souhaité.

La reprise en Scop c'est
maintenir et développer
l'emploi un exemple dans le
bâtiment la Scop BOUYER
[la scop qui tire le marché
français de la brique en terre
cuite](#)
[lire plus](#)



Le Guide
de